

FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX MADAGASCAR



LE MOT DU COORDONNATEUR RÉSIDENT



“ En 2024, Madagascar a relevé le défi des échéances électorales, mais continue de se confronter à des enjeux de taille : crise sociale, insécurité, droits humains ou catastrophes naturelles - autant de menaces directes pour la paix. Le PBF tente d'y apporter des réponses ciblées, et se tient aux côtés de la population Malagasy et de ses partenaires pour consolider la paix et la cohésion sociale dans le pays.

M. Abdou DIENG, Coordonnateur résident a.i. des Nations Unies à Madagascar

L'ANNÉE 2024 EN BREF

En 2024, le PBF a lancé un portefeuille de 6 nouveaux projets, qui répondent aux priorités stratégiques de la nouvelle éligibilité de Madagascar au PBF pour la période 2023-2027. Le PBF appuie également l'accélération des agendas Femmes, Paix et Sécurité; et Jeunes, Paix et Sécurité. Le 21 septembre, à l'occasion de la Journée internationale de la Paix, le PBF a facilité le rassemblement de 75 jeunes défenseurs des droits humains ou ambassadeurs de paix, venant des 24 régions du pays, pour initier la création d'une Coalition Nationale pour la mise en œuvre de la résolution 2250 (2015) du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

PRIORITÉS STRATÉGIQUES ET RÉALISATIONS CLEFS



- **1400 participant-es** aux théâtres participatifs pour une meilleure cohésion sociale
- **14 points d'écoute** de radio communautaire installés

1 Paix durable dans le massif de l'Andriy

Le projet **Andriy Milamy** (**\$3.7M | PNUD, OIM**) vise à renforcer les acquis des interventions du PBF dans le massif de l'Andriy, vers les communes les plus éloignées et vulnérables aux conflits. Il s'agit d'améliorer l'inclusion des communautés marginalisées et leur accès aux dividendes de la paix. Démarré en 2024, le projet a pu organiser 14 dialogues intergénérationnels inclusifs entre les communautés de l'Andriy et celles des plaines, notamment avec la participation de *dahalo* repentis. La police générale et les services de l'Etat ont organisé 7 tournées conjointes pour renforcer la confiance avec les populations de l'Andriy. Le projet a également exploré des pistes de collaboration avec ses partenaires pour la construction de la route devant relier Ivahona à la commune enclavée de Begogo.



- **11 observatoires régionaux, 1 observatoire national des droits humains** redynamisés et coordonnés par des jeunes formé-es en gestion de projet et droits humains
- **31 participant-es** ont bénéficié d'une formation de formateurs en droits humains.
- **75 jeunes** formé-es en éducation aux médias et à l'information.
- **4 clubs de jeunes reporters** redynamisés.

2 Cohésion sociale, justice et droits humains

Le projet **LANDJA** (**3,6M\$ | PNUD, HCDH, MSIS Tatao**) entend rapprocher la justice formelle et traditionnelle (*dina*), pour un meilleur accès des populations à une justice transparente et redevable et une réduction des tensions communautaires. En 2024, des ateliers de concertation ont identifié les réformes légales nécessaires pour l'application des *dina*. Des groupes de travail ont adapté les standards internationaux en matière de droits humains au contexte local. La conduite d'une étude sur le contrôle citoyen révèle que le taux de la confiance de la justice formelle se situe autour de 50 % ; 9 districts sur 38 déclarent qu'il existe une certaine forme de contrôle citoyen dans l'application des *dina*.

Le projet **RAM 2** (**2M\$ | HCDH, UNESCO, UNICEF**), appuie les mécanismes de protection des jeunes défenseurs-euses des droits humains, en valorisant l'autoprotection des jeunes pour une participation civique sûre et inclusive. Le projet a organisé une table ronde pour les magistrats sur l'éthique du juge, afin de sensibiliser les institutions juridiques sur l'importance de la protection de l'espace civique.



- **120 jeunes de 4 villes** formé-es en leadership politique (Youth Leadership Seminar).
- **146 femmes** du réseau African Women Leaders formées en leadership ont élaboré un plan d'action.
- **4132 étudiant-es** formé-es en prévention des conflits et communication non violente.
- **120 initiatives de consolidation de la paix** mises en œuvre par des organisations de jeunes au niveau communautaire.

3 Espace civique et démocratique : participation des femmes et des jeunes

Le projet **MAHASAKY** (**2,7M\$ | UNFPA, EISA, PNUD**) vise à améliorer la participation civique et politique des jeunes et des femmes. En 2024, le projet a renforcé les capacités des leaders de 60 partis politiques sur les questions relatives à la redynamisation des sections genre et jeunes et sur les enjeux d'inclusion. Quatre jeunes formé-es se sont portés candidat-es aux élections municipales de décembre 2024.

Le projet **IRF Tanora** (**3M\$ | PNUD, UNFPA, UNICEF**) appuie les jeunes comme acteurs du changement social. Sous le volet communautaire, plus de 1000 jeunes sont devenus ambassadeurs pour la paix. Au niveau universitaire, le projet a mis en place des comités de plaidoyer et cadres de concertations pour une résolution pacifique des tensions dans les universités de Toliara, Antananarivo et Toamasina. 15 initiatives portées par 86 jeunes étudiant-es ont été appuyées. A travers le Système d'Alerte Précoce de Prévention des Conflits, 780 jeunes assurent une veille dans 24 régions. En 2024, plus de 900 incidents ont été rapportés ; 58 % d'entre eux étaient pertinents et ont été traités et résolus par les instances concernées.



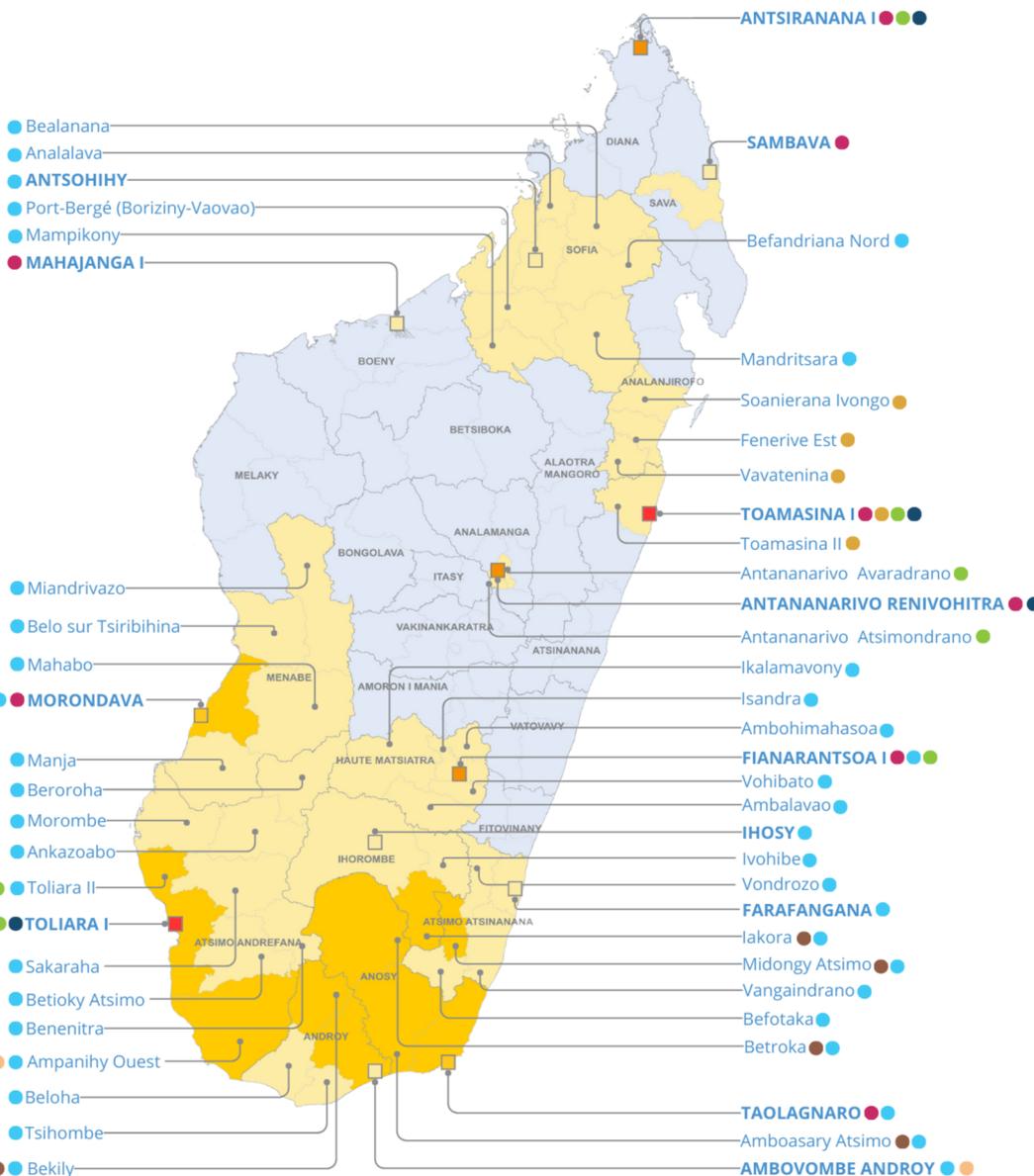
4 Climat, paix et sécurité

Le projet **Changement climatique, Paix et Sécurité (3M\$ | UNICEF, OIM, UNESCO)**, cherchera à traiter les facteurs de conflits dans les régions d'Atsimo Andrefana et Androy, une zone où les tensions existantes liées à la rareté des ressources naturelles, aux migrations induites par le climat, à la mauvaise gouvernance et aux modèles d'exclusion sont susceptibles d'augmenter en ampleur et en fréquence en raison de sa grande vulnérabilité au changement climatique.

Le projet **VIAYV-CC (1.7M\$ | SAF-FJKM)** prévoit d'appuyer la résilience des jeunes filles et des femmes face aux effets du changement climatique dans les régions Analanjirifo et Atsinanana.

➤ Nouveaux projets, démarrage début 2025

ZONES D'INTERVENTION



LE PORTEFEUILLE PBF EN BREF

21,5 millions USD

7 projets actifs

Entités récipiendaires :
 6 agences UN
 1 OSC internationale
 2 OSC nationales

Partenaires de mise en œuvre :
 700 000 USD alloués à
 7 OSC nationales en 2024

41 % des fonds alloués à l'égalité de genre et à l'autonomisation des femmes

FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

- Actif à Madagascar depuis 2015
- 51,5 millions USD investis à date
- Nouvelle éligibilité 2023-2027

Le Système d'Alerte Précoce pour la Prévention des Conflits est présent dans les 24 régions du pays.

Nom des projets	
	MAHASAKY
	VIAYV-CC
	ANDRIRY MILAMY
	RARY ARO II
	LANDJA
	IRF TANORA
	SECURITE CLIMATIQUE



“ Les travaux effectués par les Nations Unies et par le PBF dans notre commune ont contribué à apporter la paix. La paix avait disparu, surtout dans la commune d'Ambalasoia qui est la porte d'entrée de l'Andriry. Nous avons connu des meurtres et des tueries avant l'arrivée du PBF.

Maire d'Ambalasoia

Dans le cadre du projet Andriry Milamy



FONDS POUR LA
CONSOLIDATION DE
LA PAIX

“

Sans votre soutien, notre projet ne pourrait pas se réaliser, alors qu'il revêt une grande importance pour renforcer réellement la paix au sein de l'Université de Tana.

Romaine Anjarasoloniaina

Initiative universitaire "Avana", sélectionnée et appuyée par le projet IRF Tanora



MERCI !

Toute notre reconnaissance aux donateurs du PBF représentés à Madagascar

ENTITÉS RÉCIPIENDAIRES



PARTENAIRES INSTITUTIONNELS

- Primature
- Ministère des Affaires Etrangères
- Ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire
- Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique
- Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
- Ministère délégué en charge de la Gendarmerie nationale
- Ministère de l'Intérieur
- Ministère de la Jeunesse et des Sports
- Ministère de la Justice
- Ministère de la Population et des Solidarités
- Ministère des Travaux Publics
- Assemblée nationale
- Partis politiques
- Collectivités territoriales
- Universités de Toliara, Antananarivo et Toamasina

LA MISSION DU PBF

Le Fonds du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix est l'instrument financier utilisé en premier recours pour maintenir la paix dans les pays ou situations où un conflit violent risque d'éclater ou sévit déjà.

Le Fonds appuie les interventions intégrées, avec pour objectif de combler les lacunes dans des domaines critiques, de saisir rapidement et habilement les opportunités politiques et de stimuler les processus de paix et mobiliser les ressources en sachant prendre la juste marge de risque.

CONTACTEZ-NOUS !

E-mail: contact.pbf.madagascar@gmail.com

